

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE  
ET TECHNIQUE OUTRE-MER  
20, rue Monsieur  
PARIS VIIe

COTE DE CLASSEMENT n° 4938

SOCIOLOGIE - ETHNOLOGIE

PERSPECTIVES ET PROGRAMME DE L'ETUDE SOCIOLOGIQUE DU BAS-MANGOKY

par

G. CONDOMINAS

CONSEIL SUPERIEUR DES RECHERCHES SOCIOLOGIQUES OUTRE-MER

---

PERSPECTIVES et PROGRAMME  
DE L'ETUDE SOCIOLOGIQUE DU BAS-MANGOKY

---

par

G. CONDOMINAS

Maître de Recherches à l'ORSTOM

OFFICE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE OUTRE-MER

20, rue Monsieur

P A R I S VII<sup>e</sup>.

1959

P R E F A C E

--:-

La Basse Vallée du Mangoky (Sud Ouest de Madagascar) a depuis longtemps attiré l'attention par ses possibilités d'irrigation de terres alluvionnaires. Des essais de culture du coton se sont révélés prometteurs et des plans de mise en valeur ont été ébauchés. Il importait, avant toute élaboration un peu poussée, de connaître exactement les ressources humaines locales et l'occupation du sol, afin de pouvoir évaluer les possibilités économiques futures.

Une première prospection fut opérée en 1955/1956 par Monsieur BATTISTINI , géographe, et Mademoiselle FRERE, démographe, sous l'égide du Conseil Supérieur des Recherches Sociologiques Outre Mer, qui a également publié sa propre étude d'ensemble sur les "Migrations Intérieures à Madagascar". Ce problème des migrations est en effet en rapport direct avec celui du Mangoky ; les immigrants Antesaka, Betsileo et Antandroy jouent, en effet, dans la mise en valeur agricole du pays un rôle important qui ne peut que croître dans l'avenir. Les possibilités d'associer les indigènes et les émigrants au progrès économique, de favoriser et d'établir les immigrants nouveaux doivent être étudiées de très près avant d'arrêter tout plan définitif .

C'est dans ce dessein que l'O R S T O M a affecté à sa filiale l'I R S M pour 1959 trois jeunes chercheurs : deux ethno-sociologues, MM. Ottino et Lavondès, et un géographe, M. Trouchaud, avec un programme de recherches. Le Comité du Mangoky a , partiellement, subventionné le fonctionnement de l'équipe. Un maître de recherches éprouvé, M. Condominas, a été

envoyé, en 1959, pour se rendre compte en détail des problèmes et préciser le programme. Son rapport fait l'objet de la présente publication, qui sera suivie des rapports des chercheurs. La mission doit être prochainement complétée par un géographe et un sociologue. L' O R S T O M assure tous les frais de personnel. Il est à souhaiter que les crédits de fonctionnement (camions, logement, informateurs) soient accordés de manière à permettre l'achèvement de ces travaux préliminaires de reconnaissance du milieu humain , économique et foncier, dont on reconnaît aujourd'hui la nécessité .

Gouverneur Hubert Deschamps  
Directeur des Sciences Humaines à l'O R S T O M  
Secrétaire Général du Conseil Supérieur des  
Recherches Sociologiques Outre-Mer .

## I - INTRODUCTION.

### A.- Le problème

Le problème étant celui de la mise en valeur avec des moyens très modernes d'une région peuplée par des groupes ethniques au mode de vie archaïque, il s'agit de faire en quelque sorte l' "inventaire" du milieu humain qui occupe actuellement le Bas-Mangoky (1). L'inventaire quantitatif étant du ressort du Service de la Statistique, nous aurons, pour notre part, à en étudier les aspects qualitatifs: c'est-à-dire connaître le milieu actuel pour savoir dans quelles directions travailler pour qu'il puisse s'adapter avec le minimum de heurts aux transformations imposées par l'implantation d'une culture industrielle dans son aire d'habitat, dans quelle mesure il pourra non pas subir l'expérience de façon passive, mais participer vraiment à la transformation de son milieu (il ne faut pas rompre l'équilibre de cette population pour n'en faire qu'une simple main-d'oeuvre).

C'est par une connaissance approfondie de la sociologie locale que nous pourrons dégager d'une part les possibilités qu'elle offre: les travaux agricoles traditionnels libèrent par période une partie des cultivateurs (problème du sous-emploi); l'étude des techniques permettra de voir quel sera le système technologique au sens large (outillage, organisation du travail, etc...) qui permettra d'obtenir le meilleur rendement en évitant les heurts, etc...

d'autre part, les freins (question du droit foncier, de l'espace minimum nécessaire, des zones tabouées, etc...)

enfin, étant donné la faible densité de la population locale, il est nécessaire d'envisager les problèmes que poseront l'immigration d'autres

---

(1) Pour un historique de la question, cf: Moureaux et Segalen. Notice de la carte pédologique Bas-Mangoky (sud-ouest) Mémoire de l'IRSM. Tome II, 1950 Série D. Sciences de la Terre p. 1 - 95 et les rapports annuels de la Station d'essai de Tanandava.

groupes ethniques, ce qui implique tout d'abord une étude des rapports actuels entre les Masikoro et les noyaux d'immigration déjà existants. Mais surtout, et cela pourrait faire l'objet d'une seconde mission, une étude approfondie des groupes ethniques susceptibles de fournir des migrants, étude qui devra avoir pour objectif de dégager ce qui dans chacune de ces cultures permet de provoquer une émigration non pas saisonnière mais prolongée ou mieux définitive.

Nous ne présentons ici que le programme de recherches sur le Bas-Mangoky proprement dit.

#### B. - Méthodologie

Compte tenu de la personnalité de chacun des chercheurs composant l'équipe et de sa formation plus poussée dans un domaine plus particulier, il semble logique de répartir les tâches de la façon suivante:

1<sup>o</sup>) Etude d'un problème de base déterminé: celui de la propriété foncière. Recherche confiée à M. OTTINO, qui était juriste avant de se tourner vers la recherche scientifique. A ce problème est lié celui des rapports entre groupes ethniques (les immigrants travaillant sur les terres des autochtones).

2<sup>o</sup>) Etude en profondeur d'une communauté et en particulier des techniques agro-pastorales. Cette partie sera confiée à M. LAVONDÈS, qui a reçu une formation plus spécialement ethnographique.

3<sup>o</sup>) L'étude extensive de l'utilisation du milieu écologique par les habitants actuels sera du ressort du géographe, M. TROUCHAUD.

Cela nous permettra de dresser cet inventaire sociologique sous les trois paliers possibles. Il est évident que sur de très nombreux points, les recherches des différents membres de l'équipe se recoupent; il ne faut pas oublier que ce travail reste un travail d'équipe.

## II. - PRESENTATION DU PROGRAMME DE RECHERCHES.

Avant d'exposer le plan de recherches, il m'a semble utile d'éclairer par quelques exemples l'importance de certains problèmes mis en évidence après plusieurs mois d'enquête (1). Je tiens à préciser ici que le dégagement de ces données doit énormément aux premières enquêtes effectuées par mes collègues MM. Lavondès, Ottino et Trouchaud. Mon rôle auprès d'eux a surtout été celui d'un coordinateur et d'un "ancien" chargé d'enseigner la pratique sur le terrain d'un métier pour lequel ils possèdent une solide formation théorique. Je profite de cette occasion pour les remercier de l'aide amicale qu'ils m'ont apportée au cours de nos tournées communes. Ma gratitude va plus spécialement à M. Ottino dont la connaissance des différentes formes dialectales du malgache nous a été à tous particulièrement précieuse.

### Ethnographie du Bas-Mangoky.

En dehors de son importance comme "inventaire" qualitatif de l'élément humain sur lequel reposera le plan de mise en valeur, l'enquête ethnographique proprement dite doit apporter toute une série de données essentielles pour la réalisation pratique du plan d'aménagement.

Nous ne nous étendrons pas sur ce sujet. Qu'il suffise de rappeler simplement la possibilité qu'elle donnera d'avoir une évaluation valable du sous-emploi; on connaîtra ainsi la mesure dans laquelle on pourra compter sur une main d'oeuvre locale. La qualité de celle-ci sera dégagée plus sûrement lorsque l'on connaîtra les habitudes techniques et l'adaptabilité des autochtones aux innovations culturelles ou autres. La connaissance du système de représentation indigène joue également un rôle pratique qu'on a tort de négliger trop souvent. Ne serait-ce que comme freins: il serait maladroit de ne pas tenir compte des zones tabouées heureusement peu étendues, la méconnaissance de certaines notions telles que celles de tiva (2), de "souillure",

---

(1) effectuées au cours d'une mission à Madagascar faite pour le compte du Conseil Supérieur des Recherches Sociologiques du 27 janvier au 29 juin 1959.

(2) dégagée par M. Ottino qui lui consacrera une étude.

aurait des conséquences plus graves (comme nous avons pu le voir au cours d'une tournée, un important chargement de sacs de riz ainsi souillé n'a pu être "lavé" que par l'exécution d'un boeuf imposé par le village à un "Indien" après un long kabary). L'importance mystique de l' "élevage" du boeuf à Madagascar est bien connue (1), il reste à évaluer ses dimensions exactes dans la région qui nous occupe. C'est le boeuf qui reste encore aujourd'hui la seule véritable monnaie des Masikoro et de leurs voisins; c'est elle qui permet d'évaluer la puissance d'un personnage, mais cette monnaie vivante est très dangereuse du fait même que pour exister elle accapare des étendues de terres, dont une bonne partie serait, dans de nombreux cas, utilisables pour les cultures. On imagine aisément ce que pourrait fournir sur le plan pratique une bonne étude permettant de dégager les possibilités de transformer ce laisser-vivre en élevage véritable. Un constat approfondi des données actuelles fournirait les éléments de base aux techniciens chargés de cette transformation; en tenant compte notamment d'expériences intéressantes comme celle, bien menée, du Secteur de Paysannat d'Andranolava dont le responsable a fort bien compris qu'il ne s'agissait pas d'une simple question technique, ayant su replacer celle-ci dans un contexte humain élargé.

#### Les Masikoro.

Du point de vue ethnographique le Bas-Mangoky est la zone d'habitat des Masikoro et des Vezo. Ceux-ci beaucoup moins nombreux n'en occupent que la frange côtière. Depuis A. et G. GRANDIDIER (2), la majorité des auteurs voient dans ces deux dénominations de groupes ethniques deux termes désignant des genres de vie opposés: Masikoro signifiant "paysans" par opposition à Vezo, "marins" (3). En fait on a affaire à deux tribus différentes.

Sur le plan traditionnel, le Mangoky servait de frontières entre les royaumes, Masikoro, du Fiharena et Sakalava, du Menabe. Le raza Andraivola

- 
- (1) cf notamment l'étude de L. Molet sur "Le boeuf dans l'Ankaizina". Mém. IRSM., Sér. C, T.II.
  - (2) qui parlent de "Sakalava masikoro" et de "Sakalava vezo" (Ethnographie de Madagascar, T. III, p. 204-5.)
  - (3) "Les noms de Vaizo et Masikora correspondent à leurs occupations de marins et de pêcheurs sur la côte ou de cultivateurs dans l'intérieur" DE THU Etude historique sur la province de Tulcar p. 102. De même Emil BIRKELI: (Marques de boeufs et Traditions de race. Documents sur l'Ethnographie de la côte occidentale de Madagascar. Oslo Etnografiske Museum, Bull. N° 2, Oslo 1926, p.49.

gouvernait le Fiherena, alors que les Maroserena dirigeaient le royaume Sakalava.

L'opposition entre Sakalava et Masikoro est surtout politique, les deux groupes sont très voisins sur le plan culturel et ne forment en fait que deux aspects d'une même culture. Leur structure socio-politique est sensiblement la même: elle consiste en un conglomérat d'éléments divers hiérarchisés en castes avec au sommet une caste royale d'origine guerrière.

D'après BIRKELI (1), l'histoire de la Côte Ouest peut se diviser en deux périodes. La première voit vivre côte à côte des tribus diverses dont celles "primitives" des Mikea et des Vazimba, ainsi que les Vezo. C'est sur ce substrat qu'est venu se superposer la double migration conquérante Masikoro et Sakalava qui ouvre la seconde période qu'il appelle "période sakalava".

Les Masikoro - les "Machicores" de Flaccourt étaient signalés dès le XVII<sup>e</sup> siècle dans le sud de la Grande Ile. C'est de cette région occupée aujourd'hui par les Antandroy qu'est partie leur grande migration qui aboutit à la conquête du Fiherena.

Le clan royal des Andraivola est lié à la fois à celui des souverains sakalava, les Maroserana, et à celui des Zafimaneli du pays Bara (2). A l'époque de la conquête, le Fiherena ne formait pas une entité politique solide mais était fragmenté en plusieurs petits royaumes. "La confédération de fait existant entre ces chefs n'étaient cimentée par aucun lien traditionnel et, lorsqu'il s'est agi de lutter pour l'indépendance, il a suffi de quelque fermeté dans l'action et de prudence dans les négociations pour morceler la résistance et provoquer des soumissions séparées. Cette multiplicité de petits rois confinait beaucoup à l'anarchie"(3).

---

(1) BIRKELI op. cit. p. 57-58.

(2) A et G. Grandidier. op. cit., T. I, p. 216-17. Sur l'histoire Masikoro et plus spécialement celle du clan Andraivola, voir BIRKELI op. cit. pp. 44-47 et 48-53.

(3) DE THU, op. cit. p. 109

Quoi qu'il en soit ce cadre politique est aujourd'hui inexistant; seule subsiste encore l'ancienne hiérarchie de castes dominée par la raza Andraivola et qui s'inscrit encore dans la topographie des villages Masikoro.

Le Mangoky ne représente pas une frontière aussi rigide qu'on pourrait le croire entre Masikoro et Sakalava. En dehors d'un noyau Maroserana installé auprès des tombes royales de Bengy, point de départ de ce clan dans son expansion vers le Nord, les gens de la rive droite ont le même genre de vie que ceux de la rive gauche, et se sentent appartenir au même groupe qu'eux. Il faut remonter bien au Nord de Manja pour saisir une certaine différenciation entre Sakalava proprement dits et Masikoro.

Nous ne pouvons entrer ici dans le détail de l'organisation sociale Masikoro qui sera étudiée par M. Ottino et qui demande encore un certain temps d'investigation. Rappelons simplement ici les grands traits de la culture matérielle de cette tribu qui intéresse directement la mise en valeur de cette région.

Le genre de vie Masikoro frappe par sa mobilité, - par une sorte d'utilisation très extensive de l'espace. Non seulement, parce que le pseudo-élevage y tient une place importante, mais l'agriculture elle-même présente très peu de fixité. Les Masikoro pratiquent en effet deux types de cultures: ils tirent une partie de leur nourriture des hatsake, cultures itinérantes sur brûlis (équivalent du tavy de la côte Est), ce mode de culture exige évidemment un territoire très étendu, puisque on ne cultive qu'un<sup>an</sup> ou deux, rarement trois ans de suite le même terrain. Et même leur mode de culture permanente, celle sur baibo, impose une certaine mobilité par la double morphologie de l'habitat. Les besoins des cultures contraignent en effet les habitants de quitter le village tous les ans, pour aller vivre pendant plusieurs mois dans des huttes construites au milieu des champs de baibo. Les baibo fournissent non seulement la totalité des cultures commercialisables, le pois du Cap, principale source de numéraire, mais d'après M. Trouchaud, les deux tiers des cultures vivrières. La céréale de base dans l'alimentation masikoro est en effet non pas le riz, mais le maïs, dont on fait par an deux récoltes sur baibo contre une seule sur hatsake. De plus chaque famille utilise en moyenne 2 ha. de baibo contre un seul de hatsake. Le rendement des premiers est évidemment beaucoup plus fort que celui des seconds, nous pourrions presque dire par définition même: puisque si un sol de hatsake est

suffisamment fertile on continue à le cultiver tous les ans et il devient donc de ce fait un baiboho (1).

C'est évidemment l'élevage qui absorbe le plus grand espace. Cette façon de laisser vivre plutôt que d'élever le bétail, nécessite de vastes étendues qu'on a trop tendance à considérer comme inutilisées. Restreindre sans compensation ces superficies de terres incultes serait léser les véritables propriétaires du sol puisque cela amènerait à réduire très fortement l'espace indispensable à la nourriture de leurs troupeaux. La seule solution à ce problème se trouve dans l'introduction des plantes fourragères et du parquage cette véritable révolution technologique non seulement fournirait une sérieuse compensation, mais sur le plan économique, apporterait un progrès considérable.

La forêt et les autres zones d'apparence incultes sont donc utilisées pour les cultures itinérantes et pour l'élevage. C'est là aussi que les villageois vont chercher leurs matériaux de construction. Ils y trouvent également un troisième apport sur le plan de l'alimentation avec la chasse au petit gibier et la cueillette (surtout sous la forme de défouissage de tubercules), non négligables en période de disette. Cet apport alimentaire, difficile à évaluer, joue, de plus, un rôle certain dans la nourriture des enfants, ce qui est donc très important.

En bref, à côté d'élevage qui se réduit à confier à quelques bouviers des troupeaux vaguant à peu près là où ils veulent, nous avons une agriculture aux techniques rudimentaires et n'exigeant qu'un nombre restreint de journées de travail par an. A cette faible excitation au travail imposé par le milieu, s'ajoute une mentalité de "guerriers désaffecté" qui pourrait laisser craindre que les Masikoro ne puissent offrir sur place qu'une main-d'oeuvre dérisoire pour un plan de mise en valeur.

---

(1) On a donné en effet au terme baiboho le sens trop restreint de "terrains inondables", il s'agit en fait de terrains de cultures permanentes qu'ils soient inondables ou non, par opposition à la fois au hatsake, champs de cultures itinérantes sur brûlis, et tanimbary, rizières irriguées.

Ce serait là un jugement prématuré, puisque l'absence de pression démographique et un certain équilibre de l'ancien système socio-culturel permettent au groupe de se contenter des ressources que lui offre le milieu naturel. Au contraire, on peut considérer comme un signe favorable l'adaptabilité dont les Masikoro ont fait preuve en adoptant en certains points une technique différente de celles qui leur sont traditionnelles: la rizière irriguée. Or cette technique d'après différents informateurs ne leur a pas été imposée ni même enseignée: ils se sont contentés d'observer comment les étrangers Antaisaka ou Betsiléo, immigrés chez eux opéraient et les ont imités.

Certes l'élément Masikoro présente moins de mordant aux innovations techniques que les Vezo, ou au travail agricole que les Antaisaka ou les Betsiléo; mais il serait exagéré de croire qu'ils ne puissent se transformer. Les Bara réputés pour être de plus farouches maniaques de la boôlâtrie que les Masikoro se sont fort bien adaptés en maints endroits à la rizière et montrent même, à Ankazoabo, plus d'empressement pour le coton que ne le font les Betsiléo immigrés, pourtant agriculteurs chevronnés.

+ + +

Cependant un point particulier de l'économie masikoro, mis en évidence par MM. Ottino et Trouchaud dans leur enquête à Ambahikily, est la propension de ce groupe au recours à la main-d'oeuvre extra-familiale (notamment du métayage) pour l'exploitation agricole. Sur 56 unités familiales, 28 seulement, c'est à dire la moitié, cultivent en faire-valoir direct (1), et 20 utilisent du personnel, dont 15 par métayage (sur ces 15 exploitants, 3 utilisent en plus des salariés). Pour les 8 unités de travail restantes, 7 n'ont pas fait de récolte, et 1 a servi comme métayer dans une autre exploitation (2).

---

(1) au niveau "ethnographique", le faire-valoir direct est celui où le paysan utilise de la main d'oeuvre non rétribuée.

(2) chiffres de 1958. Les proportions étaient sensiblement les mêmes en 1957. Cependant 11 familles utilisaient des métayers, et 4 utilisaient à la fois des métayers et des ouvriers; mais si les chiffres sont les mêmes, ce ne sont pourtant pas exactement les mêmes familles que l'on retrouve dans les différentes colonies, ainsi dans le groupe de 7 familles qui n'ont pas fait de récolte, seules 2 d'entre elles n'ont pas fait de récolte deux années de suite.

Cette tendance au métayage n'est pas sans danger dans la perspective d'un plan de mise en valeur où le système envisagé (et qui semble le plus satisfaisant tout au moins pour le démarrage de l'expérience) sera celui de cette forme d'association. On risque donc de se trouver au bout de quelque temps en présence de métayers utilisant leurs propres métayers.

Le métayage se fait pour le pois du Cap sur la base de la moitié de la récolte au métayer et de la moitié au propriétaire qui fournit la semence. Alors que pour le riz (où la majorité des riziculteurs, tant propriétaires que métayers appartiennent à des groupes allogènes), la répartition se fait également pour moitié au propriétaire s'il fournit les boeufs pour le piétinage, mais il ne reçoit que le tiers dans le cas contraire.

Une grosse partie des métayers (27 sur 43, donc plus de la moitié) sont des Masikoro. Dans le cas d'Ambahikily, village du centre, en dehors d'un Betsilé, ce sont des Antandroy qui fournissent le contingent des métayers non Masikoro. Ailleurs, selon la situation du village, ce contingent "étranger" sera alimenté par les voisins Vezo, si on se trouve près de la frange maritime, ou par les Antaisaka et les Betsilé, si les terres de culture sont situées près des zones rizicoles.

Par contre, si les Masikoro répugnent au salariat (à Ambahikily: 4 seulement sur 31), les Antandroy s'en font presque une spécialité (dans le même village les 27 autres ouvriers appartiennent à cette tribu).

#### Les Vezo.

On pourrait croire, du fait que leur activité principale est la pêche, que les gens de cette tribu n'offrent aucun intérêt dans un projet de mise en valeur agricole.

Or même s'ils n'étaient que pêcheurs, il faudrait tenir compte de l'apport important qu'ils pourraient fournir pour l'alimentation de l'arrière-pays de la frange côtière qu'ils habitent. A l'heure actuelle un certain nombre d'entre eux vont dans les villages Masikoro troquer leurs poissons contre des produits agricoles, tel le maïs. Ambohibe exporte des crevettes séchées en quantités non négligeables soit vers le Haut-Pays soit vers Tuléar d'où

elles sont acheminées vers la Réunion. Il semble que l'on pourrait tirer un gros parti de leurs qualités de pêcheurs si l'on se préoccupait d'améliorer les procédés de séchage actuellement trop rudimentaires et qui interdisent de garder trop longtemps les poissons et donc de les faire voyager. On pourrait alors aboutir à une plus grande extension du commerce du poisson séché, qui fournirait un appoint alimentaire sérieux qui de plus a l'avantage d'être bon marché.

D'autre part, ces excellents marins ont de tout temps servi au transport des marchandises soit par goélettes soit par pirogues à balancier. Jusqu'à il y a une dizaine d'années celles-ci restaient le principal moyen d'évacuation des haricots et du riz de la région de Beoroaha sur Morombe et Tuléar. Le cabotage entre Manombo et Morombé, quoique réduit au transport des agrumes reste toujours vivace.

On oublie trop souvent que les Vezo sont de bons cultivateurs, je ne parle pas seulement de ceux qu'on appelle les Vezo ampotaka ("de la boue") qui ont abandonné la mer pour l'agriculture, mais des Vezo restés marins. Leurs villages de la frange côtière fournissent un important contingent de cultivateurs pour le baibo de l'arrière-pays: quelques uns y sont propriétaires, la plupart y travaillent comme métayers des Masikoro. On trouve même des Vezo dans les rizières irriguées de Mangolovolo. Ils déploient dans le domaine agricole autant d'activité que leurs voisins Masikoro, tout en se livrant à la pêche et au cabotage. La comparaison du tableau des activités de communautés appartenant aux deux groupes est particulièrement significative. Ne serait-ce que sur ce dernier point ils représentent donc un élément intéressant pour l'introduction d'une culture qui exige une certaine discipline de travail.

De plus, Les Vezo sont particulièrement ouverts aux innovations techniques. Cela est peut-être dû à ce que le métier de marin contraint les gens à s'adapter à des techniques plus complexes venant s'ajouter à celles qu'imposent le travail de la terre. On peut voir un exemple de cette grande facilité d'assimilation dans le fait que la construction et le maniement des goélettes est parfaitement intégré à la culture vezo actuelle, alors qu'elles n'ont été introduites dans cette région qu'au lendemain de la conquête par les charpentiers de la Marine, c'est à dire il y a un peu plus de

soixante ans. Les jeunes vezo subissent une forte attraction pour la mécanique et leur idéal est de pouvoir devenir au jour mécanicien ou chauffeur: on ne trouve rien de semblable chez les Masikoro. Il est remarquable que assez loin de la côte, la grande majorité des artisans sont Vezo. (1)

Cette ouverture aux innovations techniques s'étend même au domaine agricole. L'une des choses les plus intéressantes qu'il m'ait été donnée de voir au cours de mes tournées dans le Sud-Ouest malgache a été la réinvention d'un système de rizières par un Vezo, alors que ce groupe ne pratique pas ce mode de culture, et cette initiative tout à fait inattendue a véritablement révolutionné l'économie d'Ambohibe et d'Ankilifaly. Le système est très simple: on sème le riz sur les terrasses de l'embouchure du fleuve découvertes aux basses eaux mais inondées de nouveau à marée haute. Il y a de fortes chances pour que le promoteur de cette technique très originale n'en soit pas le véritable inventeur; car elle existe depuis fort longtemps - depuis une centaine d'années d'après l'un de nos informateurs - chez les Sakalava de Kaday, près de Belo sur Tsiribihina, et il serait étonnant qu'il n'en ait pas entendu parler par des Vezo de Bozy ou des villages de cette région qui ont imité leurs voisins Sakalava (2). Quoiqu'il en soit, alors que jusqu'ici toutes les innovations dans le domaine de l'Agriculture émanent des Services techniques gérés par des Européens, on a là un exemple d'un autochtone, acculturé certes (ancien militaire et évangéliste), mais sans qu'on puisse cependant le rattacher à l'élite évoluée, qui prend l'initiative d'introduire un mode de culture auquel le groupe dont il fait partie est étranger. Et qui réussit parfaitement. Le groupe suffisamment dynamique pour produire de telles personnalités ne doit pas être négligé dans un vaste plan de mise en valeur; d'autant plus que l'on aura besoin de manoeuvres, mécaniciens, chauffeurs, charpentiers, etc. et que ce groupe est le plus apte à fournir une telle main-d'oeuvre. Il a cet avantage d'être déjà sur place et contribuera ainsi à réduire d'autant le problème de l'immigration.

---

(1) ce goût pour le travail artisanal plus poussé chez les Vezo que chez les Masikoro et les immigrants du Bas-Mangoky apparait bien dans le sondage effectué par l'équipe de Mlle FRERE. "Il n'ya guère dans les Vezo qui comportent quelques artisans: 9,1 % de cette ethnie. Dans les autres ethnies, la proportion d'artisans est insignifiante". Population et économie paysanne du Bas-Mangoky (Madagascar) par BATTISTINI, VERGUIN, FRERE p. 73

(2) Le promoteur prétend ne pas avoir visité cette région.

L'objection selon laquelle l'élément Vezo est numériquement faible ne tient pas. Car on ne se lancera pas dès le début dans l'aménagement de 60.000 ha; or pour 5.000 ha leur contribution pourra être appréciable en fournissant non seulement un contingent complémentaire d'unités d'exploitation qui se trouvera quasi sur place au même titre que les Masikoro, mais surtout tout le personnel dont une telle entreprise pourra avoir besoin pour ses ateliers et usines. Dans ce domaine, l'offre de main-d'oeuvre sera toujours plus élevée que la demande, même au plus fort de l'expansion du système. Car en ce qui concerne l'élément Vezo, on ne doit pas se cantonner du point de vue numérique aux seuls habitants de villages établis sur le Bas-Mangoky, de Morombé à Andrano-Pasy, mais aux Vezo de la région de Manombo, Tuléar au sud, de Belo-sur-Mer et Morondava au nord, qui viennent plusieurs fois au cours de l'année monter leur tente sur la place de Morombé pour un temps plus ou moins long. Une partie des manoeuvres, débardeurs, aides-mécanicien qui végètent à Morombé, provient de villages éloignés.

Il semble donc qu'un Secteur de Vulgarisation, du genre Secteur du Paysannat, mais axé sur l'industrie de la pêche rendrait les plus grands services non seulement aux Vezo, mais au plan d'ensemble. Le programme devra être modeste au début et pourvoir au plus pressé: en introduisant par exemple des procédés de séchage du poisson simples mais beaucoup plus efficaces que ceux existant actuellement chez les Vezo. A côté du développement technique il sera indispensable de prévoir des formules coopératives pour dégager aussi bien les pêcheurs que les patrons de goélettes de l'usure karany. Pour l'instant, les premiers n'en ont pas à souffrir, ils sont trop faibles économiquement, mais avec l'organisation et le développement de la pêche, le commerce qui en naîtra pourra alors intéresser le milieu "Indien".

Enfin soit dans le cadre de ce secteur de vulgarisation, soit dans celui de Tanandava il serait utile de créer un petit centre de formation technique qui pourrait fournir à la zone du Bas-Mangoky un personnel un peu plus qualifié plutôt que le tout venant mal dressé auquel sans cela il aura recours. D'autre part, il faut bien penser que si l'expérience réussit (et c'est évidemment dans cette perspective que l'on doit oeuvrer) il y aura tout un développement en tâche d'huile qui s'opérera sur les cultures sèches d'Ankazoabo et peut-être réveillera celles sur décrues du Haut-Mangoky. Cela aussi demandera du personnel d'encadrement subalterne et des artisans et mécaniciens.

ETUDE du DROIT FONCIER

Une tendance juridique étroite consiste à ne reconnaître comme propriété foncière que celle qui a reçu la consécration du droit occidental sous la forme d'un enregistrement cadastral et d'admettre que toute terre non occupée par des cultures fixes relève de l'Etat. Bref, à nier l'existence d'un droit autochtone. Or ce droit existe bel et bien et ne se cantonne pas aux seules terres de cultures permanentes.

Voici un exemple. Lors d'une tournée à Ambohihe et à Ankilifaly nous avons admiré l'ingéniosité des Vezo de la région qui avaient créé récemment des rizières sur les rives de l'embouchure du Mangoky. Devant la réussite de leur expérience, les Vezo avaient demandé au chef de district l'autorisation d'établir le même type de rizières sur les rives du fleuve en amont de leur domaine. Ces rives n'étant occupées par aucune culture, l'autorisation administrative leur fut accordée. "Car, souligna l'un de nos informateurs paraphrasant les représentants de l'administration, les Masikoro ne sont pas tompon-tany ("maîtres du sol) puisque la terre est à l'Etat". Mais lorsqu'ils voulurent préparer leurs rizières, les Masikoros d'Amalabe et d'Ampanriatsikotsy s'y opposèrent invoquant leur droit de propriété attesté par le fait qu'ils mènent leurs troupeaux de boeufs paître sur ces terres non couvertes de palétuviers. Le droit de pâture traditionnel non reconnu par l'administration l'a emporté sur une autorisation en bonne et due forme accordée par celle-ci. Or les rizières peuvent produire jusqu'à 2,4 tonnes à l'hectare, rendement supérieur à celui des rizières de Mangolovo-vo et l'on sait que dans les conditions d'élevage extensif de ces régions il faut 3 hectares en moyenne pour la nourriture d'un boeuf.

Il est aisé de se rendre compte du malaise que la négligence de tels problèmes pourrait susciter, surtout si l'on installe sur des terres, dont les aborigènes pourront estimer avoir été dépossédés, des immigrants provenant d'autres tribus. Cela créera des antagonismes, une hostilité qui éclatera d'une manière violente risquant même de ruiner une entreprise de grande envergure, avec l'apparition de la première crise sérieuse. Même sans aboutir à une issue aussi extrême, la création de tels antagonismes gênera le développement harmonieux d'une entreprise qui pour réussir exige l'adhésion de la main d'oeuvre, donc des populations dont on veut transformer le niveau de vie.

En connaissant le droit foncier local, on peut obtenir un dédommagement acceptable pour les ayants-droit, écartant ainsi, à relativement bon compte, les sources de mécontentement futur qu'un règlement autoritaire ferait obligatoirement naître tôt ou tard. On estime d'ailleurs normal de donner en dédommagement 3.000 ha de terres aménagées à une grande société parce qu'elle se désintéresse d'une concession de 30.000 ha sur lesquelles elle n'a strictement rien fait depuis la date (c'est à dire plusieurs décennies) où elle a obtenu ce titre foncier. Superficie d'ailleurs exploitée depuis des temps dix fois plus long par des populations qui ignorent qu'elles tirent leur subsistance et celle de leurs troupeaux d'un territoire attribué à un tiers.

Cette culture itinérante sur brûlis et cet élevage à la Masikoro constituent une mise en valeur à la fois peu rationnelle et dispendieuse mais qu'on le veuille ou non elle existe. En dédommageant les tompon tany, d'une part on obéit à une règle d'équité, d'autre part, sur le plan pratique, on évite l'apparition de conflits tardifs qui pourront gêner la bonne marche de l'entreprise. Le droit local sera modifié, mais il faut, pour éviter des heurts futurs, que celui que l'on veut introduire tienne compte du droit foncier déjà existant et pour cela il est nécessaire de connaître celui-ci.

Quel est le contenu de ce droit?

A chacun des modes d'utilisation de l'espace correspond une forme d'appropriation. Celles-ci vont s'emboitant les unes dans les autres et varient avec les différents niveaux de sociabilité (d'où l'intérêt de confier au même chercheur l'étude du droit foncier et celle de la structure de la famille).

Voici en gros ce qu'est ce droit foncier masikoro d'après les premiers éléments recueillis par M. OTTINO. L'enquête n'en est qu'à ses débuts et il est probable que le tableau final fera apparaître un droit beaucoup plus complexe, notamment en ce qui concerne les pâturages.

Le village ne peut opposer de droit éminent aux étrangers qui viennent se livrer sur son territoire à des activités de cueillette (défouissement de tubercules, chasse, récoltes de vondro, etc...)

Mais si les étrangers veulent défricher et brûler un pan de forêt pour y établir un hatsake = un champ temporaire, ils devront obtenir l'autorisation du village, lui offrir un boeuf ou de l'argent et accompagner ce paiement d'un sacrifice créant un lien de filongoa (racine: longo = communauté de voisinage, "relations").

Le droit sur les kija (paturages) qui apparaît très complexe n'est pas encore un droit individuel: le propriétaire d'un kija est toujours le tariky -le sous-lignage- ; c'est un droit réel et opposable aux tiers. Nous avons vu plus haut comment Les Vezo d'Ankilifaly et d'Ambohibe n'ont pu aménager des rizières sur l'île de Sampanatelo car celle-ci était utilisée comme pâturage par les Masikoro d'amont. Celui qui vient établir des cultures sur une kija devra en demander l'autorisation et établir une clôture autour de son champ (1).

On aboutit au droit individuel -ou tout au moins relevant de la famille restreinte- avec les baiboho, les champs permanents. Il est transmissible par héritage. La notion de possession du sol (de fananantany) est dans ce cas parfaitement extériorisée. Ce droit est susceptible de toutes les formes de cession que nous connaissons et peut passer à des étrangers.

Ces premiers éléments recueillis par M. OTTINO font apparaître un droit complexe, lié aux différentes catégories de l'organisation familiale.

#### LES CULTURES COMMERCIALISABLES DEJA EXISTANTES : LE POIS DU CAP.

On sait que le coton ne sera pas la première culture commercialisée à avoir été introduite dans le bassin du Mangoky, d'autres y existaient déjà depuis de nombreuses années: le pois du Cap dans le delta (2), l'arachide dans des terres arrosées par des affluents du Mangoky comme la plaine de Befandriana et la région d'Ankazoabo, le haricot dans la vallée du Haut-Mangoky (cette dernière culture relevant en totalité de la colonisation européenne).

- 
- (1) d'après M. LAVONDEs: à Beadabo, des gens ont abandonné un champ temporaire après y avoir accompli les travaux les plus durs (défrichage et mise à feu des abattis) car ils l'avaient établi trop près d'un pâturage. Ils avaient craint les déprédations possibles des boeufs dont le propriétaire ne pouvait être tenu pour responsable dans ce cas.
  - (2) Le pois du Cap a été signalé dans la région de Tuléar avant la conquête. Pour un historique et une étude botanique et agrologique approfondie, cf: A.G. LAUFFENBURGER, bull. Mad. n° 88-95 (sept 1953 à avril 1954) p. 5 -52 p. 51 - 69, p. 124 - 158, p. 358- 381.

Il est évident que notre effort devant porter sur le Bas-Mangoky, nous nous attacherons surtout à l'étude de la culture du pois du Cap. Celle-ci cependant, n'exclut pas des sondages dans le domaine de l'arachide, d'autant plus que des essais très intéressants de coton en culture sèche y ont été entrepris. D'autre part nous y retrouverons le coton en rivalité avec une culture de rapport, et aussi les mêmes problèmes techniques de mise en valeur, ou juridiques, de métayage, par exemple, et également le même contexte économique. Des aperçus sur la zone arachide permettront donc de faire d'utiles parallèles avec ce qui se passe ou se passera dans la zone du pois du Cap.

Une étude approfondie de la culture de rapport déjà existante s'impose puisque celle du coton entrera dans cette catégorie lorsqu'elle sera intégrée à l'économie du pays. Pour parvenir à ce résultat, il lui faut présenter des avantages tels qu'elle puisse détourner à son profit la main d'oeuvre consacrée à la culture rivale qui a le bénéfice d'exister et d'être entrée dans la routine paysanna. Et rien n'est plus difficile quand on veut introduire de nouvelles cultures que de faire abandonner à des paysans les techniques et les plantes auxquelles ils sont habitués.

La concurrence d'une culture commercialisée déjà existante peut se manifester sur plusieurs points. Sur le plan technique d'abord; non seulement le coton introduit des modes de cultures révolutionnaires aux yeux de ces cultivateurs très traditionnalistes (comme tous les paysans) mais il exige une discipline rigoureuse. Or le pois du Cap bien qu'il soit cultivé dans la région depuis un siècle seulement est entré dans les moeurs Masikoro. Ses techniques culturales ne sont pas complexes et les habitants du cru y sont rôdés pour ainsi dire. D'autre part, la culture du pois du Cap fait non seulement partie de l'économie indigène mais s'est intégrée à la vie sociale Masikoro et, partant, des immigrants originaires d'autres tribus. Dans toute société à une période de gros efforts est lié un cycle de fêtes qui revêtent un caractère religieux (il suffit de voir l'importance des fêtes de la Moisson dans les rites agraires de toutes les sociétés paysannes par exemple). C'est ainsi que le gros effort exigé durant une soixantaine de jours pour la récolte de pois du Cap est compensé par la grande éclosion de fêtes (des bilo surtout) qui s'étalent sur toute une période: outre qu'elles apportent, grâce aux sacrifices de boeufs qui y sont liés, une

abondante nourriture carnée aux travailleurs, elles font de cette époque de l'année une époque joyeuse alors que le gros travail fourni devrait logiquement la faire apparaître comme pénible (de même ailleurs les fêtes de la Moisson font oublier le "coup de collier" souvent très dur donné lors de la récolte). C'est ce qui explique, en partie, que ces derniers temps, à Tanan-dava, les salariés, pourtant non-Masikoro, aient préféré abandonner la récolte du coton, rémunératrice mais rébarbative, pour aller s'engager sur les baiboho où le travail tout aussi pénible se fait dans une atmosphère de fêtes et sans contraintes.

Cette concurrence de la culture commercialisée se manifeste également sur le plan économique, tout au moins au début. C'est ainsi que, pour pouvoir fixer les cultivateurs sur le coton et les détourner de l'arachide, le secteur de Paysannat d'Ankazoabo s'est imposé de payer un prix excessif le coton que lui apportent les paysans du secteur (1). On leur paye un prix au kilo sensiblement égal à celui de l'arachide; alors que un hectare de coton produit trois, sinon quatre fois plus, en kilos que la même superficie en arachide. Avec une plus grande expérience du coton, les paysans bara finiront bien par faire un calcul plus sain du rapport réel sans s'attacher au fétichisme du prix au kilo dont ils n'ont pas encore senti la portée réduite. Ils l'abandonneront dès qu'ils auront saisi le mécanisme du rapport global.

Lorsque les cultivateurs ont pu constater que le coton rapporte vraiment plus que la culture concurrentielle préexistante la partie est gagnée. C'est ainsi que dans le Secteur du Firehen<sup>o</sup> le coton, après avoir commencé sans moyen mécanique et par îlots très réduits sur des baiboho, dont la culture de rapport était le pois du Cap, semble largement adopté par les cultivateurs de Miary. Il se présente en longues étendues d'un seul tenant, après avoir chassé les autres cultures de ces superficies. Malgré la difficulté de cette culture et aussi une mauvaise alimentation en eau qui a fait baisser les rendements, l'attrait du coton se maintient parce que, de l'avis des cultivateurs interrogés, il rapporte de l'argent et que, d'a-

---

(1) soit 22 fr; la part que se réserve le secteur sur le prix de vente n'est que de 17 fr, ce qui est loin de correspondre aux dépenses fournies par lui en matériel et en main d'oeuvre salariée. Ce prix de 22 fr a été établi à une époque où l'on envisageait que l'arachide atteindrait 20 ou 21 fr. Il a en fait dépassé ce plafond.

près l'un d'eux, "si on veut faire de l'argent il faut cultiver du coton" et aussi " la culture du pois du Cap est aisée mais le pois du Cap ne se vend pas cher".

N'oublions pas cependant que Miary est aux portes de Tuléar, donc déjà entrée dans le circuit d'une économie urbaine où la monnaie joue un rôle qu'elle n'a pas dans le monde rural non occidental.

Quelle est la situation dans le Bas-Mangoky?

D'après une enquête de MM. OTTINO et TROUCHAUD sur Ambahikily, le revenu moyen réel du pois du Cap a été en 1958 de 15.200 fr; il pourrait s'élever à près de vingt mille francs( 19.482 fr pour être plus précis) si on pouvait éliminer par un système coopératif les 4.282 fr que coûte l'emprunt souscrit à 100 % auprès du commerçant indien. Il faut tenir compte de cet élément également dans la zone coton, car l'usure Karany continuera à y sévir: c'est l'un des leitmotiv des lamentations des cultivateurs de coton de Miary tant Masikoro, que Tandroy ou Mahafaly.

Ce revenu d'une vingtaine de milliers de francs est fourni par la culture extensive de deux hectares de pois du Cap après 105 jours de travail (dont 60 ~~m~~és de fête).

Il est nettement inférieur aux estimations de M. CHAVANCY établies d'après les essais effectués à Tanandava et dans un contexte métayage où une grande partie des tâches sont fournies par le Centre. Le revenu du coton serait de 50.100 fr à l'ha de culture intensive à 267,5 jours de travail avec une discipline stricte (1).

Devant cette comparaison deux remarques s'imposent. Tout d'abord il ne peut être question de défalquer de ce revenu brut une estimation, évaluée en argent, du travail fourni par le paysan et les siens (comme cela a été fait pour les métayers de Tanandava dont la journée de travail a été estimée à 90 fr) car au niveau de ces régions, le travail qu'il fournit sur son propre domaine va de soi, il n'évaluera la main d'oeuvre qu'il représente que s'il travaille sur le champ d'autrui auquel cas il se fera payer soit en con-

---

(1) Note sur les observations de la Station expérimentale du Bas-Mangoky 1952-1957 - Tableau N° 6, p. 44

tre-main-d'oeuvre, soit en argent; il fera alors une évaluation stricte. Mais en ce qui concerne ses propres cultures, il n'aura pas l'idée de défalquer du rapport une estimation de son travail fourni. Par contre, nous avons soustrait de ce revenu le salaire payé aux ouvriers agricoles(1), car là le paysan a sorti de l'argent, souvent d'ailleurs emprunté au Karany (c'est à dire rendu au double).

En second lieu, j'ai comparé ce que rapportent respectivement 2 ha de pois du Cap et un hectare de coton. Parce que ces étendues sont l'une et l'autre les unités d'exploitation respectives pour ces cultures. Le paysan ressent moins l'étendue réelle que le travail fourni: il semble que le paysan établisse une équivalence entre une grande étendue facile à mettre en valeur et une autre plus petite mais plus difficile à exploiter. Nous avons déjà vu cela plus haut à propos de l'arachide: cela explique en partie ce "fétichisme du prix au kilo". Car en fait d'une part, l'espace ne manque pas et d'autre part, l'attrait du gain d'argent est moindre chez les agriculteurs-éleveurs que sont aussi les Bara que les Masikoro. Les estimations sont établies avec beaucoup moins de rigueur que chez nous.

#### L'IMPLANTATION KARANY.

Qui dit culture commercialisée, dit Karany, ou selon la terminologie européenne locale, "Indien", c'est à dire en fait "Pakistanais". Que ce soit le pois du Cap dans le delta, ou l'arachide ailleurs, ou encore le riz, tous les produits du sol susceptibles d'une commercialisation à plus ou moins grande échelle aboutissent dès leur récolte à la boutique du Karany. Ils voyagent ensuite de la boutique du "petit Indien" de brousse à l'entrepôt du "gros Indien" soit par camions appartenant à celui-ci ou à des compatriotes qui se sont spécialisés dans le transport, soit par goëlettes Vezo lesquelles sont à ce point grevées d'hypothèques qu'elles appartiennent en fait

---

(1) Chez nous, nous englobons dans la même formule de "faire valoir direct" aussi bien le cas où l'exploitant travaille seul que celui où il emploie de la main d'oeuvre salariée; on oppose à ce mode de faire valoir le fermage ou le métayage. Mais dans les sociétés à niveau économique très bas et où domine l'auto-consommation une coupure est déjà très sensible entre la famille qui exploite avec sa seule main d'oeuvre (l'entraide entre dans ce circuit) et celle qui est assez riche pour avoir recours à des salariés. Le vocabulaire Masikoro reflète cette distinction, on dira miasa mbatany dans le premier cas et manorama olona dans le second (mpikarama désigne les salariés). Manao sasaka indique qu'on exploite par métayage (mpisasaka veut dire métayer).

à quelque gros Karany. Autrefois ces produits sortaient du pays par les soins des seules grandes compagnies fondées sur des capitaux européens (Lyonnaise, marseillaise, etc). Celles-ci, tout au moins dans la région de Morombé et de Tuléar, ne sont plus les seules. Un petit groupe de "gros Indiens" travaillent maintenant en liaison directe avec les importateurs andafy, c'est à dire, pour le pois du Cap, avec des Anglais (et aussi des Réunionnais pour les produits de basse qualité). Le tout est évidemment coiffé par la Banque qui avance les prêts de campagne.

Cette étude de la structure socio-économique de l'implantation indienne nous semble indispensable pour l'organisation d'un plan de mise en valeur régional. Car celui-ci aboutit à la création et au développement d'une culture commercialisable qui entre en concurrence avec une culture du même type déjà existante. Et c'est entièrement sur cette dernière que repose et prolifère le système "indien".

Celui-ci relève du type cartel avec ententes des différentes maisons sur les prix à pratiquer et répartition entre elles des aires de ramassage. Avec de véritables réseaux dont les maillons sont constitués pour les boutiques des petits indiens de brousse, "clients", pour reprendre l'expression d'un informateur pakistanais, d'un gros "Karany".

L'acheminement des produits suit le chemin inverse de la circulation du numéraire, lequel à chaque étape qui le conduit de la Banque au cultivateur en passant par la Grande Compagnie ou le gros Indien puis par le boutiquier se greève d'intérêts de plus en plus importants faisant boule de neige. Au niveau du paysan malgache le taux de cet intérêt est de 100 % et ne porte en fait que sur quelques mois (quatre au maximum). Le prêt doublé de son intérêt est rendu au moment de la récolte en pois du Cap. Car en fait tout ce système fiduciaire repose uniquement sur ce produit commercialisable. Le boutiquier ne consent à avancer de l'argent à un cultivateur (pour les semences, les produits de consommation, le paiement de la main d'oeuvre et les impôts, par ordre d'importance décroissant) que si celui-ci peut le rembourser en pois du Cap. Les autres "bénéficiaires" de ce système d'usure sont les patrons de goëlettes (dont le principal rapport reste d'ailleurs le transport du pois du Cap).

Cette forte usure aboutit à la main mise sur les terres: il arrive que le paysan qui n'a pu rembourser son prêt une première fois en prolongeant l'emprunt grossisse sa dette d'une façon telle qu'il est contraint un jour de céder à son créancier sa propre terre qu'il ne cultivera plus alors que comme métayer. D'une façon générale le taux d'usure excessif interdit toute épargne et ferme complètement ce circuit de la vie économique rurale: elle empêche donc toute amélioration de celle-ci.

Le seul moyen de sortir de cette terrible impasse dans laquelle le paysan se trouve coincé serait de créer des coopératives. Dans maints endroits le paysan a pris conscience de l'exploitation dont il fait l'objet de la part du Karany et voudrait en sortir. Mais l'action devra être conduite avec une certaine prudence, et qui sait si devant le danger que cette organisation représentera pour eux-mêmes, les commerçants pakistanais, tout au moins les plus intelligents d'entre eux, ne transformeront pas leurs méthodes commerciales jusqu'à abandonner ce système d'usure extravagant qu'ils pratiquent actuellement. Peut-on espérer les voir alors s'intégrer à la vie rurale non plus comme freins à son expansion, mais comme éléments dynamiques?

Cela n'est pas aussi utopique qu'il peut paraître à première vue. En effet, si l'une des raisons de la réussite spectaculaire des Karany en milieu malgache est leur cohésion familiale extrêmement forte au point de fermer le groupe aux nombreux métis qu'ils répandent dans le pays où ceux-ci constituent autant d'antennes (1), cette cohésion n'est pas leur seule force. Leur réussite a aussi été bâtie sur d'incontestables qualités de rudes travailleurs, de ténacité et sur une remarquable faculté d'adaptation au milieu. Il suffit pour s'en rendre compte de regarder vivre une communauté indienne de brousse. La boutique installée au centre du village en draine les produits commercialisables et y jette l'argent et les produits venus du monde extérieur. La boutique tranche sur les autres constructions du village par sa puissance et sa solidité; dans certains endroits, comme à Antongo, elle frappe

---

(1) Il serait d'ailleurs très intéressant de faire une étude de ce milieu marginal où se trouve mêlés les métis indiens et européens. L'élément d'extranéité que comporte chacun de ces groupes vis à vis des milieux dont ils sont issus a certainement concourru à leur rapprochement. Dans certains endroits on voit un jeu complexe d'alliances s'opérer entre ces nouvelles "raza".

par son allure de forteresse que suggère son enclos fait d'une haute palissade. Ce caractère est mis d'autant plus en évidence dans cette bourgade que la demi-douzaine de boutiques et entrepôts indiens y sont groupés en un véritable quartier fait de deux blocs sis de chaque côté de la grand'rue. Mais ici, à côté de leur grande activité commerciale, on voit les Indiens entretenir des jardins où ils tentent d'introduire différentes plantes, dont la vigne qui y a parfaitement réussi.

Dans toute cette région l'Indien s'est à ce point incrusté dans la vie locale, qu'on est obligé de considérer sa boutique comme un élément intrinsèque de la société régionale. Ne serait-ce que parce qu'elle en est la bourse et le marché. Malgré la modicité des salaires payés par l'Indien, les malgaches préféreront travailler chez lui plutôt que chez un exploitant européen ou même métis qui lui donnent au moins le double.

Le paysan prend conscience du caractère abusif de l'exploitation usuraire dont il fait l'objet. Cette prise de conscience devient unanime dans des points évolués comme Miary toute proche du centre urbain de Tuléar, mais déjà elle se manifeste en brousse par des grèves anti-karany. Le système "indien" ferme l'économie autochtone sur ce monde extérieur, ou tout au moins la filtre. La seule issue possible serait un système coopératif qui libérerait le monde paysan. Libération qui ne toucherait pas seulement ceux qui feraient partie de ces coopératives, mais tous les autres car alors le Karany adaptera ses méthodes commerciales pour pouvoir se maintenir dans un pays dont il constitue l'un des éléments vivants.

Il semble que le moment n'est pas éloigné où le mouvement coopératif a des chances de s'implanter en milieu rural. Les tentatives de l'actuel chef de Secteur de paysannat de Morondava en témoignent. On en trouve même des germes dans la naissance spontanée d'institutions comme celles de Berenty que nous examinerons plus loin.

### LES GROUPES IMMIGRES

Leur étude s'impose pour deux raisons :

- d'une part, l'élément Masikoro semble numériquement insuffisant pour répondre aux besoins d'une mise en valeur sur une grande échelle; de plus il ne s'adapte aux cultures nouvelles que dans les zones de contact avec des grou-

pes d'immigrés, et s'avère à la fois moins dynamique et moins malléable que ceux-ci. Il semble donc qu'on devra avoir recours à l'immigration pour la mise en valeur de Bas-Mangoky; il est par conséquent indispensable d'avoir une connaissance approfondie des problèmes posés par les immigrés déjà installés dans la région.

- d'autre part, des groupes d'immigrés existent depuis plusieurs dizaines d'années dans le Bas-Mangoky : ils ont complètement transformé la physiologie des zones où ils se sont implantés en y introduisant un nouveau genre de vie: la rizière irriguée (or le plan d'aménagement envisage de prendre le riz comme principale plante vivrière).

Parmi ces immigrés il faut distinguer deux groupes bien distincts:

- 1<sup>o</sup>) Les riziculteurs, c'est-à-dire les Betsileo et ceux que Vezo et Masikoro appellent Tanala ( et les Sakalava plus au nord : Kurao ) et qui sont en très grande majorité des Antaisaka.

L'immigration des Antaisaka et des Betsileo est liée à la rizière irriguée et partout où celle-ci existe ils en sont les créateurs. On en aura un exemple typique en prenant le tableau de recensement par groupes ethniques du canton de Morombé. Sur 24 villages administratifs, 6 seulement en dehors de Morombé ( comme port et chef-lieu de District, il est normal que cette bourgade comporte un certain nombre d'étrangers) ont une population de non - "Sakalava" (c'est-à-dire de gens qui ne sont ni Vezo ni Masikoro): Mangolovolo, Belitsaka, Tanambao, Mahasoà, Morafeno, et Ankida. Or ces six villages sont des villages à rizières irriguées. Et un village aussi important que Lamboara ( le troisième du canton avec 610 habitants) a une population entièrement "Sakalava", car il ne possède aucune tanim-bary.

Arrivés par petits groupes, s'alliant avec les tompon-tany Masikoro par des fatidra, ils ont créé des rizières et ont attiré des membres de leur tribu, en majorité des parents. Leur enracinement n'est pas absolu et les relations persistent avec le pays d'origine (1)

Parmi eux, les Betsiléó , ont excellente réputation, on les gratifie du qualificatif d'olo soa, "de bonnes gens" (bien que certain les soupçonnent parfois de sorcellerie). Ils sont accommodants et, semble-t-il, assez craintifs, donc peu belliqueux.

---

(1) cf. BATTISTINI. Rapport sur la zone septentrionale du Bas-Mangoky.

Il n'en va pas de même pour les Antaisaka. Certes tous sont unanimes pour leur reconnaître leur qualité de gros travailleurs, et aussi leur courage. Mais cette dernière qualité tend à leur nuire dans l'opinion des gens car non seulement ils tiennent tête à des gens aussi redoutés que les Bara par exemple (d'où un certain dépit chez ceux-ci), mais dès qu'ils sont en force ils n'hésitent pas à s'installer en masse, à "négliger les coutumes locales" (reproches souvent formulés par les autochtones dans des endroits très éloignés les uns des autres aussi bien en pays Masikoro, Sakalava que Bara). Leur puissante cohésion de groupe n'est pas pour rien dans cette attitude souvent agressive.

Il semble d'après les informateurs que le comportement des Antaisaka évolue après leur implantation dans le pays. A leur arrivée, ils se soumettent à la coutume locale, passent des fatidra avec les tompon-tany et épousent des femmes du pays mais ces unions ne durent pas et ils vont chercher des femmes de leur tribu (1). Puis au fur et à mesure que leur noyau se développe, et qu'ils prennent conscience de leur force ils installent des rizières où bon leur semble pour agrandir la zone d'exploitation sans demander l'autorisation des maîtres du sol, agissant dans le sens de la théorie administrative. D'où un certain malaise dans les rapports intergroupes et leur réputation d'être têtus, de gens "à la tête dure" (mahery loha). Il s'agit d'une véritable colonisation. Ces immigrants considèrent que toute terre non mise en valeur n'a pas de propriétaire, relève en quelque sorte des Domaines. Mais cette situation n'est pas sans danger, en raison même des tensions qu'elle crée.

Quoiqu'il en soit, Antaisaka ou Betsiléon représentent un très important facteur d'acculturation. Nous avons vu comment à leur contact des Masikoro se sont mis à la rizière irriguée. Nous verrons plus loin que leur présence a provoqué des phénomènes de restructuration dont le rôle sera capital dans la mise en valeur du pays. D'autre part, dans les régions de pois du Cap proche des zones rizicoles ils fournissent une main d'oeuvre appréciable sur les baibo (2) qui pourra être dirigée sur les cultures du coton si celles-ci s'avèrent plus rentables.

---

(1) Il faut d'ailleurs remarquer qu'une femme Antaisaka n'épouse jamais un homme appartenant à un autre tribu

(2) BATTISTINI, op. cit.

L'assèchement des terres à rizières a malheureusement provoqué le départ d'une partie de cette population non compensée par l'arrivée de nouveaux immigrants moins importante. D'autres facteurs interviennent notamment pour l'élément betsiléo plus craintif. Dès que ceux-ci se sentent moins en sécurité ils préfèrent retourner chez eux: ce fut le cas après les événements de 1947 pour les Betsiléo de la région de Basi-basy (Gouvernement de Befabdriana)(1), et plus récemment dans celle d'Ilempy après la suppression du poste qui les protégeait contre les voleurs de boeufs Bara. Cependant, une bonne partie des partants ne retournent pas directement dans leurs pays d'origine, mais cherchent à exploiter des terres là où l'eau abonde: un bon nombre de gens d'Ankiliabo ou de Nosi-Ambositra (2) vont sur Vondrove par exemple.

## 2<sup>o</sup>) Les antandroy

Les Antandroy forment la main d'oeuvre salariée par excellence. Son principal autre caractère, corollaire du premier, est d'être essentiellement saisonnière: les ouvriers agricoles Tandroy viennent offrir leurs services pour une période assez courte en général et s'en retournent au pays.

Un exemple peut illustrer cette vocation antandroy au salariat et au travail temporaire. Dans le village d'Amahikily mentionné plus haut on trouve sur 31 ouvriers agricoles 27 Antandroy (les 4 autres sont des autochtones Masikoro). On comptait officiellement en 1958 à la Station de Tanandava 150 salariés antandroy contre 115 métayers appartenant à différents groupes mais ne comportant aucun tandroy.

Cette perpétuelle bougeotte n'est pas leur seul signe distinctif. Les antandroy tranchent nettement sur les autres groupes par leur particularisme. Ils ont d'autre part réputation de gros travailleurs, mais un peu rustres et qui acceptent des tâches que les autres dédaignent. Cependant ils constituent un élément précieux pour la mise en valeur d'un pays; surtout au début où il faudra avoir recours à une importante main d'oeuvre salariée.

---

(1) VERGUIN, in Population et économie paysanne du Bas-Mangoky, p. 53

(2) Les Betsiléo quitteraient Nosi-Ambositra pour Vondrove parce que la terre trop molle rend le piétinage des boeufs beaucoup plus difficile dans le premier village que dans le second.

pour soutenir la marche de l'entreprise tout au moins celle qu'elle semble être conçue pour le Bas-Mangoky, avant que les formules d'association soient vraiment rodées.

Et même en ce qui concerne celles-ci les Tandroy peuvent apporter une contribution appréciable. Car un nombre de plus en plus grand de gens appartenant à cette tribu s'installe comme métayers (ainsi à Ambahikily: à côté des 27 métayers masakoro on trouve 15 métayers tandroy et un seul betsiléo). S'ils sont assez nombreux ils se regroupent en un hameau à l'écart du village habité par les autres groupes, qu'il s'agisse de Masikoro ou de riziculteurs antaisaka ou betsiléo, ou un assemblage de ces différentes tribus.

Le statut d'immigrant peut parfois créer des caractères subsidiaires. Ainsi à Miary on voit le groupe des cultivateurs Antandroy et Mahafaly s'opposer non seulement sur le plan de la compétition économique aux autochtones Masikoro, planteurs de coton comme eux, mais surtout ressentir que ce qui dans leur statut d'immigrant les met en état d'infériorité, c'est que les Masikoro qui sont du pays peuvent recourir à leur parentèle pour avoir des légumes et des céréales, alors que eux-mêmes s'ils n'ont pas la possibilité de faire des cultures vivrières, resteront dépendant de l'Indien pour leur alimentation.

Cependant, pour l'instant au moins, il est incontestable que les Antandroy préfèrent en général de beaucoup le salariat au métayage. Un fait intéressant à noter est qu'ils peuvent arriver à former hors de leurs pays d'origine de gros noyaux d'implantation qui les rapprochent des terrains qui ont besoin de main d'oeuvre..Ainsi le gros village de Betsingilo près de Befandriana est entièrement composé d'Antandroy qui y possèdent maisons et cultures et également un cimetière à quelque distance du village (1). Une grande partie de la main d'oeuvre Antandroy du Bas-Mangoky provient de Betsingilo; quant à celle qui vient de l'Androy, ce village lui sert d'étape "naturelle" sur la route qu'elle doit parcourir avant d'atteindre les baibo riverains du fleuve.

---

(1) Les Antandroy ne ramènent pas leurs morts au pays, contrairement à la coutume en vigueur dans les autres groupes.

### PHENOMENES DE RE-STRUCTURATION

Dans tous les plans dressés au sujet de la mise en valeur du Bas-Mangoky, on a prévu la nécessité de faire appel à l'immigration pour disposer d'une main d'oeuvre suffisante et aussi plus facilement adaptable à la culture du coton que ne semble l'être la population Masikoro. La coexistence de différents groupes sur le même sol pose toujours là où elle existe des problèmes qui si l'on n'y prend garde peuvent éclater en conflits d'une certaine gravité (on l'a vu récemment en Afrique Noire), ou tout au moins se traduire par un malaise nuisible à la bonne marche de l'expérience.

La présence de longue date dans la zone même que l'on doit mettre en valeur de différents groupes immigrés nous permet d'étudier actuellement le comportement de ces différents groupes en contact. Cela ne se borne pas au seul domaine du droit foncier et des rapports entre immigrés et tompon-tany. Lorsque l'immigration est faible, les nouveaux venus sont contraints d'assimiler les coutumes locales. Mais lorsqu'elle prend une certaine ampleur, un nouveau milieu humain est créé et des conflits apparaissent jusqu'à ce qu'un certain équilibre, véritable émanation juridique de ce nouveau milieu se crée sur place. Equilibre qui se traduit par une re-structuration à partir des éléments parfois divergents en présence.

Il se trouve que l'on assiste dans les zones de rizières où des Antaisaka et des Betsiléon sont installés en relativement grand nombre ( tout ici est affaire de proportion) sur le territoire Masikoro, à de véritables phénomènes de re-structuration spontanés. Ils semblent être dus à l'ancienneté relative de cette installation des étrangers, à l'introduction de techniques nouvelles pour les autochtones et plus complexes que celles qu'ils pratiquaient eux-mêmes (techniques supposant une organisation plus élaborée des rapports entre les producteurs ne serait-ce, par exemple, que pour la distribution de l'eau), etc. Il semble aussi que l'évolution récente du monde rural sous l'effet de création comme les Collectivités rurales et les Secteurs de Paysannat aient eu une certaine influence.

Dans la région de Berenty la communauté Antaisaka s'était organisée en association de secours contre les vols de boeufs ( celle-ci leur avait permis paraît-il de se livrer impunément pendant un certain temps à ce noble sport au détriment des autres groupes). Association qui a abouti à

une véritable société d'assistance mutuelle consentant des prêts aux membra, non seulement pour le commerce de boeufs, mais aussi pour le travail agricole. Cette membra (ce néologisme sur le mot français "membre", désigne non seulement les membres, les participants, mais l'association elle-même) n'est plus réservée aux seuls Antaisaka, mais a été étendue aux autres habitants de Berenty: Betsiléa, Bara, ou autres. Elle montre en tout cas que l'esprit coopératif peut fleurir spontanément dans un tel milieu. On y trouve, en effet, l'amorce d'une véritable coopérative avec cotisations, secours mutuels, direction collective, etc....

plus  
Encore significatifs que cette membra sur le plan de la restructuration sont les dinam-pokolona et les miraindraiky qui ont fleuri ces toutes dernières années dans les zones rizicoles non seulement de la Morondava mais de la Tsiribihina et du Mangoky, partout où se trouvaient en contact des collectivités appartenant à des groupes différents. Ce sont de véritables organisations coutumières intergroupes coiffant plusieurs villages qui, à date fixe, envoient leurs délégués dans le village érigé en chef-lieu se réunir en une assemblée qui a connaissance des litiges qui ont éclaté au sein du territoire dont relèvent ces villages. Alors que le chef de village administratif n'a pour ainsi dire aucune autorité, et que celle des anciens du village est faible, les décisions prises par le dinam-pokolona à huis clos à la suite d'un débat public sont strictement suivies par les parties en présence. Le litige une fois tranché par cette assemblée locale (comprenant des représentants de différents groupes) la sentence émise par celle-ci est toujours acceptée par tous. Celui qui, passant outre à sa décision, aurait recours au Fanjakana sait qu'il encourrait la réprobation des membres de cette collectivité intertribale.

Il ne fait aucun doute qu'une bonne étude de cette nouvelle institution non administrative apportera des éléments de première importance à l'organisation de l'implantation humaine dans le Bas-Mangoky.

TANANDAVA ET LES SECTEURS DE PAYSANNAT.

Il est évidemment capital de connaître les réactions de la population autochtone aux tentatives de transformation du milieu rural par les Secteurs de Paysannat qui nous semblent posséder beaucoup plus d'éléments de réussite que l'expérience des Collectivités CAR et CRAM, qui l'ont précédé (1). Ne serait-ce que pour ce que l'action se fait au niveau du paysan, en profondeur dans un secteur délimité et sur un plan autant humain que technique avec le minimum d'ingérence administrative. Une trop brève tournée dans plusieurs secteurs de Paysannat de la province de Tuléar a été instructive ; il est indispensable qu'elle soit complétée par des enquêtes plus poussées de mes camarades : différentes formules y sont à l'essai qui permettront de connaître la réceptivité du milieu.

Le principal effort pour cette étude des zones de transformation du milieu rural portera on s'en doute sur la Station de Tanandava, point de départ de l'entreprise Bas-Mangoky et déjà une préfiguration en réduction de cette expérience.

Du point de vue expérimental la Station de Tanandava est aussi importante sur le plan technique. Et il est regrettable que ce soit ce dernier aspect qui ait surtout retenu l'attention de la direction ces tous derniers temps. Car il semble qu'auparavant, la Station beaucoup plus ouverte, remplissait ce rôle qui devrait être considéré comme essentiel de centre de vulgarisation technique. En effet c'est en laissant les habitants des environs y circuler en pleine liberté que ceux-ci se familiariseront avec la culture du coton: en voyant par eux-mêmes les différentes phases qu'elle comporte ils oseront peut-être tenter l'expérience, on ne leur parlera plus dans l'abstrait et ils seront moins impressionnés par la réputation de difficultés qui lui est faite. C'est en regardant opérer les riziculteurs antaisaka et betsiléo installés chez eux, que les Masikoro se sont mis à la rizière irriguée.

D'autre part, c'est de la plus ou moins grande réussite des formules d'association tentées à Tanandava que dépendra l'implantation de la main d'oeuvre nécessaire au plan d'aménagement du Bas-Mangoky.

---

(1) Fokon'olona et Collectivités Rurales en Imérina (Madagascar) par G. Condominas, préface de H. Deschamps, Berger-Levrault, Collection "L'Homme d'Outre Mer" (sous presse)

Il faut que les associés autochtones se sentent vraiment parties à l'entreprise et non pas simples outils. Il faut qu'ils s'y sentent chez eux. Pour pouvoir travailler efficacement à long terme, c'est un très mauvais calcul que de donner la priorité au rendement économique, point de vue totalement dépassé aujourd'hui et d'ailleurs comme certaines expériences malheureuses l'ont prouvé inefficaces sur le plan purement pratique. La mise en valeur d'une région doit être conçue en fonction des populations qui y vivent.

On sait que l'expérience métayage ne date que de la campagne 1957-1958, elle est venue s'ajouter au système de régie directe avec main d'oeuvre salariée qui était celui de la Station depuis sa création. D'autres formules paraissent présenter autant sinon plus d'intérêt, telle celle de Gezira au Soudan (1) ou, pour prendre un exemple malgache mais de portée très réduite celle d'Ankazoabo. L'ampleur des investissements prévus sur le Bas-Mangoky ne permettraient pas de retenir celle-ci tout au moins pour l'instant.

Quelque soit la formule employée, c'est de l'intérêt qu'on aura suscité chez l'associé autochtone que dépendra la réussite de l'entreprise. Et cela dès le départ. Car au fond les meilleurs propagandistes seront les premiers associés eux-mêmes: la façon dont ils présenteront leur situation attirera ou au contraire éloignera les volontaires en puissance.

---

(1) cf. notamment prof. de G.H. van der KOLFF. The social aspects of the Gezira Scheme in the Sudan. Royal Tropical Institute n° CXXIV, Département of cultural and physical Anthropology n° 56, Amsterdam, 1957 - 78 p.

### ELARGISSEMENT DU CHAMP DE L'ENQUETE

Si on a intérêt à réduire l'aire d'étude de l'enquête ethnographique sur les techniques agro-pastorale pour lui permettre d'aller plus en profondeur, il n'en va pas de même pour l'enquête géographique et celle qui traite des problèmes de droit foncier et de contact intergroupes.

Dans ce dernier cas voir seulement ce qui se passe dans un espace trop limité, offrant donc peu de réalisations des faits que l'on cherche à connaître, nous laisserait dans l'ignorance de nombreuses données indispensables à la compréhension de ceux que l'on peut connaître sur place. D'autre part, aucun Secteur de Paysannat n'existe actuellement dans la zone du Bas-Mangoky.

Pour tous ces problèmes il faut donc voir les différentes solutions qui ont pu apparaître dans l'aire socio-culturelle dont le Bas-Mangoky n'est qu'un faciès.

Du point de vue géographie et surtout économique on ne peut considérer le delta d'un fleuve comme une entité spécifique, mais comme l'un des éléments d'une plus vaste unité qui est le bassin de ce fleuve. Certes, il faut concentrer son effort sur la zone que l'on envisage pour l'instant de mettre en valeur ; mais ce serait une grave erreur de l'étudier en soi, sans tenir compte de l'influence que cette mise en valeur aura sur la population de l'ensemble du bassin et également le rôle que celle-ci pourra jouer lors de l'aménagement du delta.

En ne considérant que le domaine de la géographie physique, il faut bien admettre que le régime du delta est commandé par le cour supérieur du fleuve, et l'on voit combien les cours d'eau de cette région changent facilement de lit. D'autre part, d'autres terres du Mangoky permettent de grands espoirs, en ce qui concerne le coton : en cultures de décrues dans la région de Beroroha et surtout en cultures sèches dans le district d'Ankazoabo où un Secteur de Paysannat réussit sur le plan humain sans investissements spectaculaires (1).

---

(1) cf. les rapports de J.P. Martin (IRCT) et Roche (Conservation des sols) sur les possibilités cotonnières du District d'Ankazoabo.

Un succès dans l'aménagement du Bas-Mangoky assurerait le développement de ces régions où l'on assistera à une fixation de la population. Et inversement un accroissement d'un niveau de vie dans le cours supérieur du fleuve peut transformer favorablement, si on sait s'y prendre à temps, les conditions d'aménagement du delta.

Rappelons que l'exposé qui précède ne prétend aucunement présenter des conclusions, celles-ci ne pourront être présentées de façon valable qu'en fin de mission par mes collègues. J'ai simplement voulu expliquer les raisons qui m'ont fait établir le programme dont voici les grandes lignes.

G. CONDOMINAS  
Maître de Recherche  
de l'O.R.S.T.O.M.

### III - Programme

#### I. - Etude du droit foncier

##### a) Formulation du droit :

- 1)- folklore juridique
- 2)- les jugements traditionnels
  - la plainte
  - le kabary et les juges
  - la sanction et son observation
- 3)- juridiction administrative (dépouillement des archives)
  - interprétation administrative du droit foncier autochtone
  - fréquence des litiges nés de contestation foncière
  - et proportion de ceux-ci et des affaires d'autres types.

##### b) Formes de ce droit :

- 1)- selon la nature du terrain
  - 1<sup>o</sup>- baiboho
  - 2<sup>o</sup>- zone forestière
- 2)- selon la nature de l'exploitation
  - 1<sup>o</sup>- cultures fixes
  - 2<sup>o</sup>- aires de cultures itinérantes
  - 3<sup>o</sup>- droit des éleveurs
  - 4<sup>o</sup>- biens meubles (notamment survivance d'anciens systèmes monétaires : marmites...)

##### c) La propriété et la parenté :

- 1)- détermination des différents étages de la parenté et du groupe :
  - tribu, raza, tariky, famille restreinte
  - relation de parenté et droit.

2)- droits individuels et collectifs

a)- droit individuel

b)- droit collectif

1<sup>o</sup>- de raza

2<sup>o</sup>- de communauté locale

3)- droits de successions

d) Modalités de cession

- location
- cession définitive (autres que par héritage)
- oppositions
- prêt, la dette, effets de l'usure (rôle du karany)
- circulation des biens meubles
- infractions au droit de propriété.

e) Rapports entre les groupes

- forme du droit des immigrants actuellement installés dans la zone;
- leurs rapports avec les occupants en titre:
  - hiérarchisation des groupes (stéréotypes)
  - opinions sur les aptitudes de chaque groupe notamment en ce qui concerne la riziculture;
  - nouvelles structurations à l'échelle globale de la région;
  - schémas des différentes sous-cultures et les activités dominantes;
- cas particulier des Vezo.

## II. - Etude des techniques agro-pastorales d'une communauté déterminée

a) Etendue territoriale et sociologique: nécessité de l'étudier en fonction des communautés voisines.

- Limites territoriales authentiques et limites administratives.
- Les différentes structures composant la communauté:
  - familiales : raza, familles, alliances (des types les plus simples aux types fatidra et ziva):
  - économiques et techniques : formes d'association diverses, tontines et formes de coopération économique;
  - religieuses, au sein des religions traditionnelles, des paroisses;
  - administratives et autres structures artificielles ( puisque la zone ptonnière sera de ce type):
- Dynamique des changements sociaux
  - notamment place du karany dans la socio-économie locale: son rôle; ses alliances; grèves anti-karany.
  - place des immigrants récents dans la communauté.
- Cycle de la vie et les différents rôles que l'homme est amené à tenir selon son âge et son sexe à l'intérieur des différents types de structures (aussi bien dans la raza que dans la paroisse ou au sein d'une tontine, etc...)
  - notamment place des techniciens et spécialistes, du bouvier au charane en passant par le charretier et le charpentier.
- Histoire du groupe
- Connaissance du monde extérieur
- Notion de géographie et d'ethnographie locale:
  - les déplacements, voies de communication, marché;
  - les réseaux matrimoniaux.
- Cartes du terroir avec les sites significatifs: lieux dits, sites religieux, historiques, subdivisions agricoles, zones d'élevages.

b) Modes d'aménagement de l'espace:

- 1) Le terroir (espace minimal)
  - ses limites vraies

- les conceptions relatives aux qualités des sols et leurs affectations culturelles.
- étendue des exploitations
- mouvement des cultures et la jachère
- l'habitat (et son évolution), les formes de maisons et de mobilier ;
- les déplacements du village
- les rites religieux en fonction des tabous
- les voies de communication et les moyen de transport

## 2) Les techniques agro-pastorales

- Le calendrier et les subdivisions du temps
  - la vie quotidienne
  - les saisons et le calendrier agricole
  - divination et présages (dans leur rapport avec le travail aux champs).
- L'outillage
  - l'outillage existant
  - conservation des produits
  - adaptation à l'outillage et aux modes de culture étrangers.
- La main-d'oeuvre et le régime de l'exploitation
  - division sexuelle du travail
  - le faire-valoir direct
  - les formes de l'entraide
  - le métayage
  - proportions des propriétaires exploitants, des métayers et des mixtes ; étendues relatives des exploitations soumises à ces différents régimes.
- Détermination du sous-emploi en fonction du nombre de journées de travail consacrées aux:
  - cultures vivrières
  - autres cultures
  - techniques annexes :
    - pêche (en mer, en rivière, étangs...)
    - cueillette et chasse (importance des produits de cueillette...)
    - artisanat (division sexuelle du travail).

- acceptation ou rejet des techniques étrangères
- des loisirs et les jeux
- calendrier comparé avec une zone de rizières irriguées

c) La production et sa commercialisation

- Etendue de la production
- Consommation et circulation des produits :
  - auto-consommation intra-familiale et budgets familiaux, voir notamment la proportion de l'alimentation et des autres dépenses avec l'évolution du revenu.
  - consommation intra-villageoise (les échanges à l'intérieur de la communauté)
  - vente et échanges avec l'extérieur ;
  - importations (alimentaires, autres)
- Elevage (centré principalement sur les bovidés)
  - différentes formes
  - biens de valeur
  - étendue de la consommation (qualitative et quantitative) :
    - sous forme de boucherie simple
    - sous forme de boucherie après sacrifice
    - cas où les victimes ne sont pas consommées
  - autres utilisations du bétail :
    - le lait
    - animaux de trait
    - travail et commercialisation du cuir, de la corne
    - fumier (et les interdits)
    - possibilités de réduction de l'espace utilisé (problème du ranching)

d) Liens entre problèmes économiques et religieux

- question des fady
- question du temps consacré aux jours taboués (jours fériés dans l'année)
- question des dépenses rituelles et de leur cycle.

III. - Etude de géographie économique

a) Le cadre géographique et les différentes zones écologiques en rapport avec leurs différentes utilisations par l'homme.

b) Cartographie de la double morphologie

- dénombrement des villages fixes :
  - concentration de l'habitat en saison des pluies;
- dénombrement des hameaux secondaires en période de saison sèche (habitat dispersé).
  - causes :
    - cultures spéciales
    - manque d'eau en saison sèche
  - son volume réel :
    - proportion et qualité des gens restant au village :
    - volume des migrations temporaires (proportion des étrangers à la zone).
- les bouviers et la transhumance
  - plan des villages de bouviers :
  - aires de pâturage et rythmes saisonniers.

c) Les tailles d'exploitations :

- Détermination des types moyen et extrêmes des tailles d'exploitation dans les différentes zones;
- pour chaque type, distance et superficie des différentes parcelles par rapport à l'habitation principale et aux cases secondaires. Points d'eau. Voies de communication.
- Moyens en hommes et en matériel ;
- Budget de chaque exploitation choisie - revenus et dépenses;
- Comparaison entre d'une part, le temps et le type de travail fourni, ainsi que le revenu obtenu avec les cultures actuelles (exemple : pois du Cap), et d'autre part le temps et le type de travail exigés, et le revenu espéré pour la culture du coton avec association de cultures vivrières nécessaires à l'exploitant.

d) Commercialisation :

1.- des cultures d'exportation actuelles :

- pois du Cap
- riz
- diverses (arachides, manioc...)

2.- rôle des Indiens et des intermédiaires :

3.- le marché de Morombé :

- morphologie urbaine;
- activités économiques ;
- spécialisation économique des différents groupes ethniques (non seulement Européens, Asiatiques, ou Merina, mais à l'intérieur des groupes locaux : ex. des Vezo, aide-chauffeurs ou aide-mécaniciens plus habiles que les Nasikoro et plus ouverts à l'évolution technique).

e) Enquête à effectuer en liaison plus resserrée avec les deux autres membres de l'équipe sur :

1.- les zones de rizières irriguées du Bas-Mangoky :

- marais de Mahasoa, Mangolovolo, Ankilifaly, Ankonatse et Ankiliabo ( en relation avec les nouvelles zones d'amont et le problème de Befandriana) ;

2.- les zones de cultures cotonnières irriguées ou sèches :

- Tanandava Manombo, Fiherana, Ankazoabo.

T A B L E .

---

I. Introduction	1
II. Présentation du programme de Recherches	3
Ethnographie du Bas-Mangoky	3
Les Masikoro	4
Les Vezo	9
Etude du Droit Foncier	13
Les Cultures Commercialisables déjà existantes:	
Le Pois du Cap	15
L'Implantation Karany	19
Les Groupes Immigrés	22
1 <sup>o</sup> ) Les Riziculteurs	23
2 <sup>o</sup> ) Les Antandroy	25
Phénomènes de Re-Structuration	27
Tanandava et les Secteurs de Paysannat	29
Elargissement du champ de l'Enquête	31
III. Programme	34

---